



En hausse

PÉTROLE – La compagnie pétrolière norvégienne Statoil a annoncé, vendredi 21 octobre, la troisième plus grosse découverte d'or noir en Norvège. Le gisement Aldous Major South contiendrait jusqu'à 1,5 milliard de barils équivalents pétrole extractibles, deux fois plus que prévu.



En baisse

TEXTILE-HABILLEMENT – Les ventes de textile-habillement en France ont chuté de 10 % en septembre par rapport à septembre 2010, a indiqué l'Institut français de la mode, jeudi 20 octobre. La consommation dans le secteur, en baisse de 1,7 % entre janvier et août, marque le pas.

Les cours du jour

(21/10/11, 09 h 32)

EURO	1 euro	1,3807 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 620,00 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	86,27 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,109 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	2,123 (à dix ans)

LA CRISE DE LA DETTE

L'Allemagne bloque le sauvetage de la zone euro

Le Conseil européen du 23 octobre ne permettra pas de trouver une solution. Un autre rendez-vous est déjà prévu

Un sommet torpillé avant d'avoir commencé : le président de la république française, Nicolas Sarkozy, et la chancelière allemande, Angela Merkel, ont décidé, jeudi 20 octobre, en fin d'après-midi, de bouleverser l'ordre du jour du sommet du dimanche 23 octobre. Un compromis n'est plus espéré avant une nouvelle réunion, sans doute le mercredi 26 octobre. On a même cru, un temps, que le rendez-vous de dimanche serait annulé.

M^{me} Merkel a finalement accepté qu'il soit maintenu, à condition d'ajourner toute décision sur la question qui fâche : le renforcement de la force de frappe du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

La pression est forte : la Maison Blanche a fait savoir que Barack

Obama s'était entretenu par téléphone avec Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et le premier ministre britannique, David Cameron, de la Libye et de l'euro. « On est au bord du gouffre. Pourquoi croyez-vous que le président s'est rendu à Francfort alors que sa femme accouchait ? », confie un négociateur français, pour qui l'essentiel des difficultés vient de l'Allemagne.

Paris reproche à Berlin de refuser de multiplier les moyens du fonds de sauvetage, et ce afin d'endiguer la contagion de la crise au cœur de la zone euro. Une question d'autant plus cruciale que l'Allemagne exige une restructuration en profondeur de la dette grecque. Pour les Français, le renforcement du FESF doit lui permettre d'intervenir pour protéger éventuellement l'Italie et l'Espagne, voi-

re soutenir les banques. Vendredi matin, Berlin repoussait les deux options posées sur la table : transférer le fonds en banque pour lui permettre d'avoir accès aux liquidités de la Banque centrale européenne, ou lui permettre de garantir une partie des émissions de dettes des pays en difficulté.

A Berlin, politiques et économistes s'accordent à dire que le premier scénario reviendrait à violer les traités, qui interdisent à la BCE de renflouer un Etat de la zone. Quant au second, il placerait Berlin en position de garant en dernier ressort. Le député libéral Otto Fricke a résumé de façon abrupte ce débat technique : « Les Français attendent plus d'argent de l'Allemagne, que nous ne sommes prêts à leur accorder. »

Pourtant l'Allemagne ne peut

prendre le risque de porter seule la crédibilité de la zone euro face aux marchés, alors que Moody's menace de dégrader le triple A de la France. La chancelière examine donc de près la seconde option.

Marge de manœuvre réduite

La majorité affirme que cet effet de levier n'a pas de conséquence sur la responsabilité de l'Allemagne qui se limiterait aux 211 milliards d'euros que Berlin injecte dans le FESF ; l'opposition n'est pas de cet avis. « Celui qui dit que cela n'augmente pas le risque pour le contribuable allemand est un menteur », déclare le député Vert Gerhard Schick, pourtant partisan de l'intégration européenne.

Sans mandat du Parlement, la chancelière ne peut rien. C'est une des concessions que le gouverne-

ment a faites en septembre pour faire approuver les nouvelles prérogatives du FESF. « Le gouvernement a besoin d'une décision du Bundestag ou au moins de la commission des finances avant de s'engager (...). C'est tout à fait nouveau, les gouvernements européens vont devoir s'y habituer », expliquait jeudi 20 octobre au Spiegelonline Volker Kauder, président du groupe de la CDU au Bundestag, « jusqu'ici les négociations préparatoires pouvaient être menées quasiment jusqu'au sommet ».

Ce n'est plus le cas. Sur le plan politique, la marge de manœuvre de M^{me} Merkel est réduite car une partie de sa majorité rechigne, comme l'opinion, à aider davantage les pays en difficulté. Outre certains membres du parti libéral ou de la CSU bavaroise, les critiques

émanent également de proches de la chancelière dont Jens Weidmann, son ancien conseiller économique.

M. Weidmann, qui siège au conseil des gouverneurs de la BCE en tant que président de la Bundesbank, défend mordicus la séparation des politiques budgétaire et monétaire. Et, à ce titre, refuse toute implication de la BCE dans le sauvetage des Etats en difficulté, contrairement à Jean-Claude Trichet, qui doit quitter la tête de l'institut d'émission le 1^{er} novembre, et à son successeur, Mario Draghi.

La chancelière a, fait exceptionnel, reporté l'explication qu'elle devait donner ce vendredi devant le Bundestag. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN), ARNAUD LEPARMENTIER (À PARIS), ET PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)

Grèce : mesures d'austérité adoptées sur fond de manifestations de plus en plus violentes

Reportage

Athènes

Correspondance

Un militant communiste grec de 53 ans est mort, jeudi 20 octobre, après avoir été évacué de la place Syntagma, à Athènes, où il manifestait, lors du deuxième jour de grève générale, contre les mesures d'austérité, adoptées le même jour par le Parlement.

Les médecins de l'hôpital, qui ont essayé de le ranimer en vain, ont déclaré qu'il n'avait pas subi de blessures et qu'il aurait été victime d'une crise cardiaque. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de sa mort.

Ce premier décès lors d'une manifestation, depuis la mort de trois employés dans l'incendie de leur banque, en mai 2010, a susci-

té une vive émotion. Sur la place Syntagma, des manifestants traitaient d'« assassins » les forces de police. Le leader de l'opposition de droite, Antonis Samaras, a accusé le gouvernement d'avoir « perdu le contrôle de la situation. »

Les affrontements ont connu une variante par rapport au scénario habituel des confrontations entre militants anarchistes et police antiémeute : ils ont aussi impliqué les membres du service d'ordre du syndicat communiste, le Pame.

Les heurts ont commencé le matin quand les militants communistes ont repoussé du haut de la place Syntagma ces groupes de jeunes habillés en noir.

La place était coupée en deux. En haut, devant le Parlement, le Pame formait une chaîne pour prévenir des interruptions inoppor-

tunes. Les militants des deux principaux syndicats, l'Adedy (secteur public) et la GSEE (secteur privé), occupaient le bas de la place et les rues adjacentes.

La foule, moins importante que celle du premier jour de grève générale, mercredi, restait nombreuse (50 000 selon la police), alors que vers midi l'air de la place était encore saturé des grenades lacrymogènes, tirées la veille par la police.

Cocktails Molotov

Après avoir fait irruption au bas de la place Syntagma, les militants anarchistes se sont battus à la fois avec la police et les militants du Pame. Des cocktails Molotov étaient dirigés vers les syndicalistes qui ont commencé à se replier.

Des centaines de membres du service d'ordre du Pame, casqués, en rangs serrés, et armés d'épais bâtons ont chargé plusieurs fois en direction des anarchistes. Les combats, nourris par des années de haine entre communistes et anarchistes, étaient violents.

Pendant ce temps la police, en faible nombre au début des incidents, lançait des grenades lacrymogènes, du bas de la place, avant de poursuivre les jeunes en fuite, vers la cathédrale ou l'université. Des incidents se sont poursuivis jusqu'à la tombée de la nuit.

Al'annonce de la mort du militant, une députée socialiste a mis en cause la police grecque. Ses principaux responsables ont été changés après les manifestations du 5 octobre, marquées par des violences policières à l'encontre de photographes.

Comment cent à deux cents personnes peuvent-elles faire bas-

Plus que trois voix de majorité pour le Pasok

La majorité du parti socialiste grec au pouvoir, le Pasok, n'est plus que de trois voix au Parlement, après l'exclusion, jeudi 20 octobre, de l'ancienne ministre du travail, Louka Katseli, qui a voté contre l'une des mesures du plan d'austérité, portant sur le gel des accords de branche. L'ensemble des mesures a recueilli la majorité. M^{me} Katseli, qui était encore ministre en juin, est une figure importante du Pasok. Son mari était le premier ministre de l'économie d'Andréas Papandréou en 1981.



Affrontements entre la police et des manifestants, à Athènes, jeudi 20 octobre. PETROS GIANNAKOURIS/AP

culer une manifestation pacifique, comme cela se produit régulièrement, malgré une forte présence policière dans la ville ? La police est tétanisée par la peur de faire une victime parmi les manifestants qui deviendrait un martyr, comme cela s'était produit en décembre 2008, après la mort d'un jeune de 15 ans.

« Les anarchistes se mêlent aux manifestants pacifiques. Ils ne revêtent leurs cagoules qu'avant de lancer les cocktails Molotov, dissimulés par une partie de la foule », explique le porte-parole de la police, Athanasios Kokkalakis.

La plupart des manifestants évoquent une complicité et soupçonnent les agissements de policiers infiltrés. « Il n'y a pas de policiers chez les anarchistes et pas d'anarchistes chez les policiers », affirme Athanasios Kokkalakis.

En juin, une vidéo diffusée sur Internet montrait un homme cagoulé, de noir vêtu, qui se réfugiait derrière les rangs de la police, laissant supposer qu'il était l'un d'entre eux.

« Cet épisode reflétait plutôt une collusion entre l'extrême droite et la police. Les anarchistes se connaissent entre eux. S'ils repéraient un policier parmi eux, il passerait un sale quart d'heure. Ces

rumeurs relèvent de la théorie du complot », explique un policier qui a requis l'anonymat.

C'est, en tout cas, une conviction bien ancrée en Grèce, au-delà

des rangs des manifestants. Dans l'imaginaire collectif grec, la police reste celle de la junte qui verrouilla le pays de 1967 à 1974. ■

ALAIN SALLES

SOLDES

DU 14 AU 27/10/2011

mobeco

Détaillant-grossiste vend aux particuliers les plus grandes marques "au meilleur prix"

MATELAS - SOMMIERS

TRECA - TEMPUR - SIMMONS - PIRELLI
DUNLOPILLO - BULTEX - EPEDA - ETC...

CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC

CONVERTIBLES POUR COUCHAGE QUOTIDIEN

DIVA - CASANOVA - BUROV - DESIGNERS GUILD
NEOLGY - NICOLETTI - LELEU - MARIES CORNER - ETC...

Livraison gratuite sur toute la France

Réglez en 10 fois sans frais *

50 av. d'Italie
75013 PARIS

148 av. Malakoff
75116 PARIS

247 rue de Belleville
75019 PARIS

01 42 08 71 00 7j/7

www.mobeco.com leader de la vente en ligne

Marcher est une valeur sûre.

Fabrication française

www.paraboot.com